

Après nous le déluge ? Non !

Je ne sais si c'est ma condition de sept fois grand-mère, doublée du privilège nouvellement acquis de m'en occuper beaucoup plus souvent qui influe sur mes réflexions face à l'évolution du monde. Une chose est sûre pour moi, je suis plus que jamais persuadée que nous devons agir non pas pour assurer un profit maximal et immédiat par une économie sans foi ni loi, mais dans une perspective de responsabilité face aux générations futures.

Entre 1999 et 2002, j'ai eu le grand privilège de participer à la Constituante vaudoise. Cent-huitante personnes représentatives du peuple de ce coin de pays ont planché pendant deux ans et demi à raison d'un jour par semaine pour repenser l'Etat cantonal dans lequel nous vivons, définir ses contours, ses devoirs et ses tâches.

A observer dans le monde les dégradations de l'environnement, le réchauffement climatique, ou les millions de personnes qui doivent fuir leur pays en guerre ou des états en déliquescence avancée qui ne peuvent plus assurer leur première tâche, soit la sécurité à leur population, nous mesurons à quel point un Etat solide, voulu par son peuple, est nécessaire à notre vie quotidienne et à celle de nos familles.

A l'heure des élections fédérales, les valeurs que j'ai pu, à ma mesure, défendre au cours de mes quinze ans de vie politique, restent cardinales à mes yeux pour assurer un avenir digne à mes petits-enfants : Un Etat démocratique qui assure protection et sécurité à la population, qui prélève des impôts justes et transparents pour le bien commun par des assurances sociales solides, des infrastructures pour toutes les régions du pays, un renforcement de l'éducation, de la santé, la préservation d'un environnement sain, une agriculture extensive et de proximité, un approvisionnement renforcé en énergies renouvelables.

En bref, je suis toujours aussi révoltée par une politique qui favorise le « tout tout-de-suite », qui encourage le profit maximal et immédiat, qui refuse la transparence pour faire la part belle aux profiteurs de tout poil. Pour moi, la cohésion sociale est la valeur cardinale d'une société ; l'Etat est là pour s'en porter garant et poser des règles du jeu minimales à l'économie, répartir un tant soit peu les richesses produites. Donc, pour les élections du 18 octobre, « Pour tous, sans privilège » sera une fois encore ma devise !

Josiane Aubert, ancienne conseillère nationale, la Vallée